

COUR D'APPEL DE PARIS
ARRÊT DU 19 juin 2020

Pôle 5 - Chambre 2

(n° de pages 3)

Numéro d'inscription au répertoire général : N° **RG 19/14416** -
N° **Portalis 35L7-V-B7D-CALGE**

Décision déferée à la Cour : Décision du 17 juin 2019 -Institut National
de la Propriété Industrielle de - RG n° OPP18-5184

DECLARANTE AU RECOURS

Mme Catherine S

Représentée par Me Rebecca DELOREY de la SELAS BARDEHLE
PAGENBERG, avocate au barreau de PARIS, toque P 0390

Assistée de Paul D plaident pour la SELAS BARDEHLE
PAGENBERG et substituant Me Rebecca DELOREY, avocat au
barreau de PARIS, toque P 0390

EN PRESENCE DE

**MONSIEUR L GENERAL DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA
PROPRIETE INDUSTRIELLE (INPI)**

[...]

CS 50001

92677 COURBEVOIE CEDEX

Représenté par Caroline LE PELTIER, chargée de mission

APPELEE EN CAUSE

S.A.S. CHANEL, prise en la personne de son président, M. Bruno P,
domicilié en cette qualité au siège social situé

[...]

92200 NEUILLY-SUR-SEINE

Immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 833 862 048

Représentée par Me Grégoire DESROUSSEaux de la SCP AUGUST
DEBOUZY ET ASSOCIES, avocat au barreau de PARIS, toque P 438,

Me Véronique D de la SCP AUGUST DEBOUZY ET ASSOCIES,
avocate au barreau de PARIS, toque P 438

COMPOSITION DE LA COUR :

L'affaire a été débattue le 27 février 2020, en audience publique,
devant la Cour composée de :

Mme Anne-Marie GABER, Présidente

Mme Laurence LEHMANN, Conseillère

Mme Françoise BARUTEL, Conseillère

qui en ont délibéré

Un rapport a été présenté à l'audience dans les conditions prévues par
l'article 804 du code de procédure civile.

Greffière lors des débats : M Carole T

Le dossier a préalablement été transmis au Ministère Public, représenté lors des débats par Mme Brigitte G, Substituée Générale, qui a fait connaître son avis

ARRET :

Contradictoire

Par mise à disposition de l'arrêt au greffe de la Cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au troisième alinéa de l'article 450 du code de procédure civile

Signé par Mme Anne-Marie GABER, Présidente, et par M Carole T, Greffière, présente lors de la mise à disposition.

Vu la demande d'enregistrement n° 18 4486840 portant sur le signe verbal GABRIELLE déposée le 28 septembre 2018 par Mme Catherine S,

Vu l'opposition à l'enregistrement de cette marque formée le 19 décembre 2018 par la société Chanel, titulaire de la marque verbale GABRIELLE enregistrée le 27 septembre 2010 sous le numéro 10 3 769 491,

Vu la décision rendue le 17 juin 2019 par M. le directeur de l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI) qui a rejeté la demande d'enregistrement,

Vu le recours contre cette décision exercé par Mme S reçu au greffe le 16 juillet 2019 et le mémoire au soutien de ce recours reçu au greffe le 7 août 2019,

Vu les observations d'incompétence territoriale de l'INPI parvenues au greffe le 9 décembre 2019 et de la société Chanel parvenues au greffe le 16 janvier 2020,

Vu les dernières conclusions reçu au greffe le 4 février 2020 de Mme S demandant à titre principal le renvoi de la procédure à la cour d'appel d'Aix en Provence,

Vu l'audience du 27 février 2020,

Le Ministère Public entendu en ses observations orales,

SUR CE,

Considérant qu'aux termes de l'article R 411-19 du code de la propriété intellectuelle "La cour d'appel territorialement compétente

pour connaître directement des recours formés contre les décisions du directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle en matière de délivrance, rejet ou maintien des titres de propriété industrielle est celle du lieu où demeure la personne qui forme un recours" ;

Que selon l'article R411-19 du même code, le siège et le ressort des cours d'appel ayant compétence pour connaître des actions mentionnées à l'article R 411-19 sont fixées conformément au tableau XVI annexé à l'article D 311-8 du code de l'organisation judiciaire ;

Qu'en l'espèce, Mme S demeure à [...] ;

Qu'il convient donc, en application combinée des dispositions susvisées, de se déclarer incompétente au profit de la cour d'appel d'Aix-en-Provence ;

PAR CES MOTIFS

Dit que la cour d'appel de Paris est territorialement incompétente pour statuer sur le recours exercé par Mme Catherine S,

Se dessaisit au profit de la cour d'appel d'Aix-en-Provence pour connaître du litige,

Ordonne la transmission, par le greffe et sans délai, du dossier à la cour d'appel d'Aix-en-Provence,

Dit que la présente décision sera notifiée par les soins du greffe, par lettre recommandée avec accusé de réception, à Mme Catherine S, à la société Chanel, ainsi qu'au directeur général de l'Institut National de la Propriété industrielle.